

## OTC

17 mars 2021

Par Eddy Viken

L'Arménie flamboyante de Martiros Sarian

Ou quand la lumière d'Arménie est sublimée par l'un de ses plus fameux peintres. Martiros Sarian, contemporain des impressionnistes, suivra sa propre trajectoire, explorant de son pinceau unique ce travail sur la couleur, qui s'impose aux peintres du XXe siècle naissant.

Pays de hauts plateaux et de montagnes, aux confins de l'Europe et de l'Asie, l'Arménie est un territoire riche d'histoires et de traditions. Contemplant le mont Ararat, symbole de la terre de ses ancêtres, mais aussi les visages du peuple arménien, le peintre Martiros Sarian élabore un style audacieux et éclatant de couleurs. Subissant le joug de régimes autoritaires, il réussit néanmoins à représenter avec émotion la nature arménienne.

Pour regarder le documentaire complet cliquer sur le lien suivant :

L'Arménie flamboyante de Martiros Sarian - Invitation au voyage (17/03/2021) -  
Regarder le documentaire complet | ARTE

---

2.Le Monde

27 mars 2021

Par Faustine Vincent

NIKOL PASHINIAN LA DÉSILLUSION

Veillez consulter l'article en pièce jointe

---

### 3.Le Courriel d'Erevan

30 mars 2021

Une délégation de parlementaires français se rendra bientôt en Arménie et en Artsakh

Une délégation de parlementaires française dirigée par Guy Teissier, Vice-Président du groupe d'amitié France-Arménie et Président du Cercle d'Amitié France-Artsakh, se rendra en Arménie et en Artsakh.

Comme ARMENPRESS a été informé par le service de presse de l'Assemblée nationale d'Artsakh, Guy Teissier a adressé une lettre au président de l'Assemblée nationale d'Artsakh Artur Tovmasyan, où il a remercié pour les félicitations à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie.

« Je conduirai bientôt une délégation de parlementaires français en Arménie et en Artsakh en marge de ma fonction de chef du Cercle d'amitié France-Artsakh. J'espère que nous aurons l'occasion et le plaisir de vous rencontrer et de vous entretenir pendant cette période », a déclaré Teissier dans sa lettre.

---

### 5.Le Courriel d'Erevan

29 mars 2021

Nikol Pashinian démissionnera en avril

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a annoncé dimanche son intention de démissionner en avril, tout en continuant d'exercer ses fonctions par intérim jusqu'aux législatives anticipées prévues pour le 20 juin prochain.

“ Je démissionnerai en avril. Je démissionnerai non pas pour démissionner, mais pour que des élections anticipées aient lieu. Mais je continuerai à exercer les fonctions de Premier ministre par intérim “, a déclaré M. Pachinian lors d'un déplacement en Arménie.

---

### 5.Les Nouvelles d'Arménie

27 mars 2021

## Envoi d'un container d'aide humanitaire

Après 3 mois de préparation et d'organisation, l'association humanitaire « Espoir pour l'Arménie » et ses nombreux bénévoles, ont chargé ce samedi 27 mars 2021, plus de 900 colis au profit des familles d'Artsakh, réfugiées en Arménie.

Cette opération de cœur et d'espoirs placée le vocable « Urgence Artsakh » était réalisée sous la présidence de Valérie Boyer, Sénatrice des Bouches-du-Rhône, avec le soutien de Sylvain Souvestre, maire des 11e et 12e arrondissements de Marseille. Ce dernier avait mis gracieusement à disposition les locaux du Château de la Rosière pour entreposer les colis.

Pour l'occasion, le pasteur Gilbert Léonien, frère du pasteur René Léonien, était venu spécialement de Paris pour assister au chargement du container de 66 m<sup>3</sup>. Né dans le quartier arménien de St Loup, l'homme de foi faisait place à l'émotion et à sa joie de revenir dans sa ville natale, entouré de ses nombreux amis.

Fiers d'assister à ce ballet incessant de bénévoles qui remplissaient à bout de bras l'immense container installé devant le Château de la Rosière, Serge Kurkdjian, président de l'association et Jean-Baptiste Bakalian, cheville ouvrière de l'organisation, soulignaient la générosité et la solidarité exemplaires des donateurs français et ceux d'origine arménienne.

Auprès d'eux, Gisèle Paladjian et Franck Garabedian, secrétaires de l'association s'activaient pour les derniers détails organisationnels.

Composé de matériel médical divers et variés, de vêtements, de chaussures, de jouets et de matériel scolaire neufs, offerts par des commerçants et de grandes enseignes, cette aide humanitaire prendra prochainement la mer depuis Fos S/Mer pour gagner le port de Poti en Géorgie.

Enfin, arrivé à quai, c'est par route que le container arrivera en Arménie.

Pour des raisons de sécurité, Jean-Baptiste Bakalian assurera le transport et l'acheminement jusqu'à Erevan.

Sur place, c'est l'association AMAA ( Armenian Missionary Association of America ), partenaire locale d'« Espoir pour l'Arménie » qui forte de ses nombreuses antennes, distribuera l'aide à des familles identifiées et dans le besoin absolu.

« NOUS TRAVAILLONS ICI, POUR QUE L'ARMÉNIE AVANCE LÀ-BAS »  
G.Léonien.

Dans son discours de remerciements Gilbert Léonian a rappelé que l'association était née au lendemain du tremblement de terre en Arménie, le 7 décembre 1988. Depuis, elle gère 12 programmes d'aide à l'Arménie avec l'AMAA.

« La vie ne s'arrête pas quand on a une maison ou une école, il faut trouver des raisons de vivre, et d'espérer. Il faut apprendre à vivre, une vie qui puisse apporter du sens » à t'il déclaré.

Sylvain Souvestre, le maire de secteur a rendu hommage aux français d'origine arménienne associés aux valeurs de la République, mentionnant que tel n'était pas le cas pour d'autres communautés.

Il a également apporté son soutien à l'Arménie et à l'Artsakh, en dénonçant le silence assourdissant de la Communauté internationale lors de la guerre des 44 jours.

Le maire a porté le vœu de se rendre prochainement en Arménie comme l'ont fait à plusieurs reprises ses prédécesseurs, Valérie Boyer et Julien Ravier, avant d'être élus sénatrice et député.

Selon la tradition, en respectant les gestes sanitaires, une collation était organisée en extérieur par le Conseil d'administration pour remercier l'ensemble des bénévoles mobilisés pour cette belle opération de solidarité.

(Veuillez consulter les images sur le lien : Envoi d'un container d'aide humanitaire - Nouvelles d'Arménie en Ligne ([armenews.com](http://armenews.com)) )

Alain Sarkissian

---

## 6.Les Nouvelles d'Arménie

30 mars 2021

Profanation : les militaires turco-azerbaidjanais saccagent une église

Une capture d'écran montrant un soldat azéri en train de défigurer ce qui semble être une fresque de la Cène dans une église de Mataghis.

Capture d'écran montrant un soldat azéri en train de défigurer ce qui semble être une fresque de la Cène dans une église de Mataghis.

Des images montrant des militaires azerbaïdjanais en train de vandaliser l'église Saint Yeghishe à Mataghis, en Artsakh, ont fait surface et ont été publiées par le défenseur arménien des droits de l'homme Arman Tatoyan sur sa page Facebook.

La semaine dernière, Jonah Fisher, un journaliste de la BBC, a révélé que les Azerbaïdjanais avaient détruit l'église Zoravor Surp Astvatsatsin à Mekhakavan (Jebrail), tandis qu'il y a deux semaines, des preuves ont fait surface de la démolition par les Azerbaïdjanais de l'église Saint-Jean-Baptiste, communément appelée Kanach Zham, à Shushi.

Tous les actes de vandalisme et de destruction se sont déroulés après l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre.

« Les militaires azerbaïdjanais (on peut également voir le drapeau turc sur leur uniforme) vandalisent cyniquement l'église arménienne, montrant ouvertement leur intention d'insulter l'église », a écrit Tatoyan sur Facebook. « Avant d'entrer dans l'église, ils disent : 'Entrons maintenant dans leur église, où je vais faire le namaz'. »

« Il s'agit d'une manifestation ouverte de haine fondée sur l'ethnicité et la religion », a ajouté Tatoyan, expliquant que la politique d'État de l'Azerbaïdjan visant à faire progresser la haine envers les Arméniens se poursuit.

Lundi, Tatoyan a publié une déclaration dans laquelle il a cité des exemples concrets de haine et d'hostilité sanctionnées par l'État, non seulement par les dirigeants de l'Azerbaïdjan, mais aussi par la Turquie.

« Le président de l'Azerbaïdjan et les autorités du pays mettent en œuvre une politique de haine, d'inimitié, de nettoyage ethnique et de génocide contre l'Arménie, les citoyens arméniens et le peuple arménien depuis des années », a déclaré Tatoyan. « Les autorités turques ont fait de même ou ont ouvertement encouragé la même politique ».

L'un des exemples cités par Tatoyan est celui des remarques faites lors du congrès de son parti « Nouvel Azerbaïdjan » (5 au 7 mars), où le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a fièrement déclaré que « la jeune génération a grandi dans la haine de l'ennemi », c'est-à-dire des Arméniens.

Lors d'un défilé militaire à Bakou le 10 décembre, le président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan a comparé la guerre de l'Artsakh au génocide arménien et

au massacre des Arméniens à Bakou en septembre 1918. Lors de cet événement, cite Tatoyan, Erdogan a déclaré que c'était un jour pour glorifier les âmes d'Ahmed Jevat Bey, Nuri Pasha, Enver Pasha et des membres de l'Armée islamique du Caucase.

« Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ont confirmé que le meurtre d'Arméniens en Azerbaïdjan a des motivations ethniques et est encouragé par les autorités », a expliqué Tatoyan. « Par conséquent, quels que soient le processus, le programme ou les mots utilisés, ces faits fondamentaux ne peuvent être négligés. »

« Cela signifie qu'un processus unilatéral ne doit pas se développer au détriment de la vie, de la sécurité physique ou de tout autre droit du citoyen de la République d'Arménie, ou de la vie normale et de la paix de la population arménienne », a déclaré Tatoyan. « La haine et l'inimitié soutenues par l'État à l'égard de l'Arménie et du peuple arménien non seulement n'ont pas diminué en Azerbaïdjan ou en Turquie, mais en raison de l'absence de toute responsabilité, elles prennent de nouvelles manifestations. »

(Veuillez consulter la vidéo sur le lien : Profanation : les militaires turco-azerbaïdjanais saccagent une (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com))

---

7.Revue des deux mondes

29 mars 2021

Par Valérie Toranian

Mosquée de Strasbourg : les gros sous de l'islamo-gauchisme

Ceux qui doutaient encore de l'existence du concept d'islamo-gauchisme viennent d'en avoir la parfaite illustration avec la polémique qui sévit autour de la future mosquée de Strasbourg. La nouvelle municipalité écologiste, dirigée par Jeanne Barseghian, vient de lui accorder une subvention de 2,5 millions d'euros, du jamais vu pour un lieu de culte. Ce projet pharaonique de 32 millions d'euros, qui tient autant de la mosquée que du centre commercial, culturel et scolaire, est entre les mains du Millî Görüş, puissante association islamiste turque qui prône

un islam ultra conservateur. « L'islam c'est la charia, la charia c'est l'islam », lui tient lieu de programme.

Pour préciser sa coloration idéologique, le mouvement s'était éloigné il y a quelques années d'Erdogan (alors qu'à l'origine, il est lié à la formation islamo-conservatrice du président turc, l'AKP), parce qu'il considérait que le chef de l'État devenait trop libéral, trop « mou » sur les questions religieuses. Depuis que le néo-sultan Erdogan a déclaré le djihad en mer Méditerranée, en Libye et contre les Arméniens du Karabakh, les relations se sont considérablement améliorées.

« L'islam turc est précisément au service d'Erdogan pour qui "l'assimilation est un crime contre l'humanité." »

L'islam radical turc en France est porté par deux branches, celle qui émane directement de l'État turc via la Diyanet (en France, le Comité de coordination des musulmans turcs de France, CCMTF) et le Millî Görüş. Ils sont en convergence islamiste et en compétition clientéliste pour se disputer les faveurs de la diaspora turque. Millî Görüş gère 70 lieux de culte, le CCMTF, 270. Ils dirigent conjointement le comité régional du Conseil français du culte musulman en Alsace-Lorraine. Ils ont refusé de signer la charte des valeurs républicaines du CFCM : impossible pour eux de valider un texte qui signifierait couper le cordon avec Ankara et abandonner une vision politique de l'islam. L'islam turc est précisément au service d'Erdogan pour qui « l'assimilation est un crime contre l'humanité.»

Le CCMTF ayant déjà sa propre mosquée à Strasbourg, Millî Görüş a voulu avoir la sienne qui éclipserait par ses dimensions et sa splendeur toutes les autres fédérations de l'islam de France. Le projet Eyyûp Sultan d'architecture néo-ottomane a été lancé en 2008. Le voilà donc doté d'une subvention de 2,5 millions d'euros, votée à une large majorité par la municipalité écologiste de Strasbourg le 22 mars dernier.

Rappelons-le, cette subvention est parfaitement légale puisque la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État ne s'applique pas en Alsace-Moselle. Une exception liée au fait que ces deux territoires étaient allemands lorsque le texte a été promulgué. Revenus dans le giron de la France après la victoire de 1918, ils ont cependant obtenu de déroger au droit commun et de conserver le régime concordataire. Le concordat, signé en 1801 par Napoléon et le pape Pie VII,

continue de s'appliquer pour les trois principaux cultes de l'époque : les religions catholique, protestante et juive. Ces dernières peuvent bénéficier de fonds publics et les curés, pasteurs, rabbins sont salariés par le ministère de l'Intérieur. L'usage veut que le financement d'un lieu de culte tourne environ autour de 10 % du budget du projet. Pour compenser l'absence de l'islam dans la loi concordataire, les élus locaux financent très souvent les lieux de culte musulmans par des subventions équivalentes.

« Le concordat n'empêche pas de choisir, de s'informer sur la nature d'une association et d'arbitrer en connaissance de cause. »

Faut-il supprimer le concordat ? Les élus locaux ne veulent pas en entendre parler. Le parti socialiste et la France insoumise avaient proposé, lors du projet de loi contre le séparatisme, de mettre fin à cette exception. Aujourd'hui, ils clament sur tous les toits qu'on aurait mieux fait de les écouter, que le problème n'est pas à qui profite la subvention, mais la subvention elle-même.

Mais c'est aller un peu vite en besogne. Le concordat ne rend pas automatique le financement d'un lieu de culte : c'est une possibilité. Le concordat n'autorise pas tout. Et surtout pas une telle complaisance avec ce que l'islam a de plus conservateur et rétrograde. Le concordat n'empêche pas de choisir, de s'informer sur la nature d'une association et d'arbitrer en connaissance de cause.

Le concordat, enfin, ne rend pas sourd, aveugle et idiot au point de ne pas connaître l'emprise d'Erdogan sur l'islam turc et ses orientations islamistes radicales. Surtout lorsqu'on est un élu du Grand Est où cette communauté est très importante. (Mais le clientélisme confine au déni, c'est hélas une loi récurrente et pas seulement pour les municipalités islamo-gauchistes.) Enfin, il faudrait avoir habité sur une île déserte depuis six mois pour ne pas avoir eu vent du refus par l'islam turc de France, et notamment Millî Görüş, de valider la charte des principes républicains qu'Emmanuel Macron a exigé de toutes les associations du CFCM. Sans parler de la récente décision de la Turquie de se retirer de la convention d'Istanbul, traité européen protégeant les femmes contre les violences.

L'équipe municipale et les Verts chouinent et disent que le préfet ne les a pas prévenus de la dangerosité antirépublicaine du Millî Görüş : c'est vrai, quoi, personne ne leur dit rien aux Verts. Ils étaient en revanche beaucoup moins



ballots lorsqu'il s'est agi, le même jour, de refuser de reconnaître la définition de l'antisémitisme fournie par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste. Le conseil municipal a voté contre sous prétexte que ce texte interdisait la critique de l'État d'Israël, alors qu'au contraire, la définition affirme clairement que « critiquer Israël comme on critiquerait tout autre État ne peut pas être considéré comme de l'antisémitisme ». « Je suis consterné, dit l'élu municipal d'opposition Pierre Jakubowicz. Nous sommes la première assemblée démocratique dans un État européen à refuser cette définition. Il s'agit de la définition officielle de l'antisémitisme retenue par 31 États, par l'Assemblée Nationale, le Parlement européen dont le siège est à Strasbourg, par le Conseil de Paris et la ville de Nice. À chaque fois qu'elle est proposée, elle est acceptée, à gauche comme à droite. »

« Désormais on vit avec son temps, on finance les lieux de culte islamistes, on rétablit le délit de blasphème en luttant contre "l'islamophobie" »

Oui, mais que voulez-vous, l'islamo-gauchisme a des valeurs. Pas les principes républicains, pas la laïcité, pas la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Non, tout cela est ringard, dépassé. Désormais on vit avec son temps, on finance les lieux de culte islamistes, on rétablit le délit de blasphème en luttant contre « l'islamophobie » et on boycotte Israël (certains membres de la majorité municipale soutiennent publiquement les organisations de boycott de l'État israélien comme le BDS). Et puis, qui sait, les Verts détestent tellement le système, l'État et Emmanuel Macron qu'ils prennent peut-être un malin plaisir à prendre le contre-pied du bras de fer qui oppose le chef de l'État français à Erdogan. C'est Ankara qui doit se frotter les mains !

On ne sait pas encore comment finira cette lamentable affaire. Le préfet ne peut rien contre la décision libre d'un conseil municipal. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, peut difficilement interdire le Millî Görüş qui, a priori, n'enfreint pas la loi et est une organisation puissante, membre du CFCM. La maire de Strasbourg, peut-être troublée par la levée de boucliers, annonce prudemment que la subvention doit être confirmée par un second vote « conditionné à la présentation d'un plan de financement clair ». Espérons que, d'ici là, Jeanne Barseghian mettra à jour ses informations sur le Millî Görüş, l'islam politique et les principes républicains.

---

## 8.Regard sur l'Est

25 mars 2021

### Le Kremlin face à la crise politique en Arménie

Faute d'alternative crédible, le maintien du Premier ministre arménien contesté depuis sa défaite face à l'Azerbaïdjan reste l'option privilégiée par la Russie pour atteindre ses objectifs dans la région.

Le récent conflit meurtrier qui, à l'automne 2020, a opposé Bakou et Erevan et dans lequel Moscou est intervenu tardivement pour imposer la fin des hostilités, renforce le jeu de la Russie dans le sud du Caucase. Mais pour que le Kremlin puisse utiliser à plein ses atouts, notamment sa présence militaire renforcée, le respect du cessez-le-feu dont il est garant est indispensable.

### Le difficile dialogue entre Bakou et Erevan mené avec la médiation russe

Quatre mois après la signature, les 9-10 novembre 2020 par les Présidents Aliiev et Poutine et par le Premier ministre Pachinian, d'un accord de cessation des hostilités, celle-ci est respectée sans difficultés majeures, souligne Dmitri Trenine. Le contingent russe de maintien de la paix a pris ses quartiers, une seconde base militaire russe s'est installée dans le sud du Caucase, le centre russo-turc de contrôle du cessez-le-feu est opérationnel et le dialogue entre Erevan et Bakou se poursuit, difficilement, avec la médiation de Moscou. Les 11 et 12 mars 2021, le Président russe a fait le point de la situation lors de conversations téléphoniques séparées avec son homologue azerbaïdjanais et le chef du gouvernement arménien. Ces derniers, selon le Kremlin, ont marqué leur appréciation du rôle joué par les forces russes déployées le long de la ligne de contact et du corridor de Latchine ; ils ont évoqué la reprise des relations économiques et le rétablissement des communications dans la région. Peu après, Gazprom-export indiquait qu'aux termes d'un contrat de court terme, les livraisons de gaz russe à l'Arménie allaient transiter, pendant les trois semaines que vont durer les travaux de maintenance du gazoduc transcaucasien, par le territoire azerbaïdjanais, mesure interprétée comme un geste de bonne volonté de Bakou.

Le Président Aliiev, pour sa part, a reçu le 14 mars 2021 une délégation de l'OSCE conduite par Ann Linde, ministre suédoise des Affaires étrangères. Tout en se félicitant du tour pris par les événements dans la région, le chef de l'État a souligné la fragilité de la situation et fait part de sa préoccupation à propos de

l'infiltration, via le corridor de Latchine, de combattants arméniens dans la région du Haut-Karabagh. Il a mis en garde contre une modernisation des forces arméniennes avec le concours de la Russie. Bakou ne manque pas, en effet, de rappeler la Russie à ses responsabilités de garante de l'accord de cessez-le-feu.

La question du statut du Haut-Karabagh demeure une pomme de discorde. Conscient que la question est de nature à compliquer la mise en œuvre de l'accord tripartite de novembre 2020, Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil national de sécurité, a fait savoir que la Russie souhaitait repousser à plus tard la discussion sur le statut - observant que l'Arménie elle-même n'avait pas reconnu l'indépendance de cette enclave. Au grand dam, évidemment, des autorités arméniennes. Des experts font remarquer qu'un « protectorat russe se met en place au Haut-Karabagh » et que Moscou pourrait être tenté de pratiquer une politique de « passeportisation » comme ce fut le cas en Abkhazie et en Ossétie du sud.

Le maintien de N. Pachinian pour assurer l'application des accords

La Russie se trouve indirectement concernée par la crise politique qui met en question l'avenir politique de Nikol Pachinian. Dans un entretien télévisé fin février, le Premier ministre arménien a mis en cause les performances des systèmes russes de missiles Iskander, armement qui « date des années 1980 » et dont « 10 % seulement » auraient fonctionné. Ces propos ont suscité une réaction ironique du chef d'État-major adjoint (selon l'État-major russe, aucun missile Iskander n'a probablement été tiré), puis son limogeage par le Premier ministre. Une quarantaine de hauts responsables militaires ont alors signé une déclaration demandant la démission de N. Pachinian, démarche interprétée par ce dernier comme une tentative de putsch. Limogé lui aussi, le chef d'État-major a formé un recours devant le tribunal administratif et vient d'être maintenu provisoirement dans ses fonctions, en attendant un jugement sur le fond. Pour le politologue Andreï Kortounov, « les choses sont claires - N. Pachinian ne voulait pas assumer la responsabilité de la défaite, il a recherché des 'boucs émissaires' avec la soi-disant mauvaise qualité des armements russes ». Les excuses publiques présentées ensuite sont intervenues après un entretien téléphonique avec le président V. Poutine, observe Arkadi Doubnov, expert de la région.

Certains en Arménie considèrent que les militaires ont reçu un « feu vert » de la part de Moscou, irrité par les déclarations de N. Pachinian mettant en doute la

qualité des systèmes d'armes russes. Kirill Krivocheev, lui, fait valoir que la Russie est prête à se tenir à l'écart de la crise politique arménienne dès lors que les dispositions de l'accord du 9 novembre sont respectées. Aujourd'hui N. Pachinian reste la personnalité politique la plus populaire dans le pays, même si certains dirigeants passés comme Robert Kotcharian pourraient faire leur retour. La situation politique est très instable, constate D. Trenine, le soutien au chef du gouvernement est minoritaire, mais les figures les plus emblématiques du « clan du Karabagh » que sont R. Kotcharian et Serge Sarkissian sont rejetées par une majorité de la population, paralysie qui risque de coûter cher au pays. Pour l'instant, aucune force n'émerge, susceptible à la fois de rassembler une société fragmentée, lasse et désabusée, et de devenir un partenaire stratégique fiable de la Russie. Celle-ci craint en effet que des changements en Arménie remettent en cause les arrangements conclus entre Bakou, Erevan et Moscou, souligne également Sergueï Markedonov. À l'issue des élections législatives anticipées fixées le 20 juin 2021, il n'est pas exclu toutefois que l'ancien Président Kotcharian devienne le principal adversaire de l'actuel Premier ministre, analyse A. Doubnov : le fait qu'il soit « un ami personnel de V. Poutine » peut être à double tranchant, ce qui plaide pour que Moscou s'abstienne de toute marque de sympathie à l'égard de quelque candidat que ce soit.

Le Kremlin redoute un coup d'État installant au pouvoir des « faucons », tentés par une reprise des hostilités et des incursions militaires au Karabagh, analyse aussi Rosbalt. Pour l'instant, la Russie s'en tient à une position d'attente ; elle pourra toujours intervenir si le tour pris par les événements ne lui convient pas, comme ce fut le cas en novembre dernier, lorsque l'armée de Bakou se trouva en passe d'écraser les forces arméniennes. « Depuis longtemps, la Russie a indiqué à ses partenaires et alliés de l'Union économique eurasiatique et de l'Organisation du traité de sécurité collective qu'elle n'allait pas régler à leur place leurs problèmes internes et qu'elle agirait à l'extérieur uniquement dans le cadre strict de ses obligations », écrit D. Trenine. « Non seulement le Kremlin ne fomenté pas de coups d'État pour placer ses protégés au pouvoir, mais il fait comprendre sans ambiguïté que ceux qui sont à la tête de ces États ont beaucoup moins d'importance que ses intérêts spécifiques », affirme le chercheur. Reste que, sur fond d'humiliation et de déception à l'égard du pouvoir actuel à Erevan, la retenue de Moscou pendant le conflit a accentué la méfiance de la société arménienne envers la Russie. Dans ces conditions, poursuit D. Trenine, il ne faut pas s'attendre à ce que l'opinion arménienne soit reconnaissante à la Russie de ne

pas avoir permis la destruction de l'Arménie et l'exode complet des Arméniens du Karabagh.

## Une Russie confortée au sud du Caucase

Un mois et demi de combats au Haut-Karabagh ont profondément modifié les équilibres au sud du Caucase, relève S. Markedonov. Le statu quo qui a prévalu pendant vingt ans s'est effondré, le rôle de la Russie comme médiateur s'est trouvé confirmé, la Turquie a renforcé son influence dans le Caucase et dans l'espace post-soviétique dans son ensemble (Ukraine, Asie centrale, puisque Ankara se positionne désormais non seulement comme allié stratégique de Bakou mais comme acteur de la sécurité régionale).

Dans le tableau qu'il dresse de cette nouvelle configuration géopolitique dans le sud du Caucase, D. Trenine relève la volonté de l'administration Biden de soutenir la démocratie dans l'espace post-soviétique, sans qu'on sache à l'heure actuelle jusqu'où ira cet appui. Il note également que l'ambition « multivectorielle », qui caractérisait la diplomatie arménienne, désireuse de faire du pays un « phare de la démocratie » - et illustrée par les contacts de N. Pachinian avec les dirigeants des grandes puissances - a subi de sérieux revers. Mais, estime le directeur du centre Carnegie de Moscou, la tendance à subordonner la politique étrangère aux enjeux internes a amené Erevan à faire l'impasse sur le règlement du conflit du Karabagh, à considérer que la « Russie ne tolérerait pas la guerre » et à lui « transférer la responsabilité du maintien du statu quo ».

Jusqu'à quand le Kremlin est-il prêt à soutenir N. Pachinian, demande D. Trenine. À ce stade, il reste l'interlocuteur le mieux à même de mettre en œuvre les accords de novembre, mais les choses pourraient changer car ce type de « dirigeants autoritaires » est d'abord sensible aux effets internes de ses décisions de politique étrangère. L'un des enseignements pour la Russie des crises dans son voisinage, souligne cet expert, c'est qu'une politique efficace dans son « étranger proche » nécessite des contacts permanents avec toutes les forces politiques et sociales dans ces pays partenaires et alliés, et pas seulement avec les dirigeants en place et ceux qui entretiennent des liens étroits avec Moscou. S'agissant de l'Arménie, la stabilisation de la situation économique et sociale la conduit à rechercher le soutien de Moscou, mais beaucoup d'investisseurs de la diaspora arménienne en Russie veulent le départ de N. Pachinian. Un autre groupe, peu nombreux mais actif, souhaite que l'Arménie se tourne vers les pays occidentaux,

dans l'espoir d'une assistance américaine ou européenne, perspective que le chercheur juge encore plus réduite par la confrontation actuelle entre la Russie et l'Occident, qui restreint les marges de manœuvre d'Erevan.

Le renforcement de l'influence russe au sud du Caucase suppose que plusieurs objectifs soient atteints, explique D. Trenine : respect du cessez-le-feu, dialogue Bakou-Erevan sous l'égide de Moscou sur les projets économiques et d'infrastructures, limitation du rôle militaire de la Turquie au centre de surveillance conjoint du cessez-le-feu. Depuis le conflit, l'Arménie est devenue la base-arrière de l'opération de maintien de la paix des forces russes dans ce foyer de conflit possible que reste le Haut-Karabagh, mais sa présence militaire peut aussi servir de « base pour des opérations anti-terroristes » afin de neutraliser les combattants islamistes en provenance du Moyen-Orient. L'importance économique de l'Arménie est réduite, mais le pays dispose de « ressources intellectuelles » dans les nouvelles technologies et la banque par exemple. En outre, la diaspora arménienne - forte de 1,2 à 2 millions de personnes en Russie - joue un rôle important dans la vie intellectuelle et artistique russe, elle facilite les contacts en Occident et au Proche-Orient, élément à ne pas négliger en période de sanctions. Le conflit de 2020 montre qu'il n'y a pas de « parti arménien » en Russie, en mesure d'influencer les décisions de politique étrangère. Pour autant, Moscou ne peut et ne doit ignorer cette communauté importante, marque Dmitri Trenine.

---

## 9. Les Nouvelles d'Arménie

29 mars 2021

Un véhicule immatriculé en Arménie transportant des victimes de la guerre en (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne ([armenews.com](http://armenews.com))

Un véhicule immatriculé en Arménie transportant des victimes de la guerre en Artsakh a fait l'objet de jets de pierre par les Azéris hier soir près de Goris

Irina Yolyan l'adjointe au maire de Goris a rapporté que dans la nuit du 28 mars, des Azéris ont jeté des pierres sur la voiture immatriculée en Arménie et transportant les corps de militaires Arméniens tués lors de la guerre en Artsakh. Les vitres du véhicule furent brisées par les jets de pierre des Azéris. Nouvel

incident grave après celui de la semaine dernière entre Karmir Chouka et Stepanakert où deux voitures arméniennes avaient également fait l'objet de jets de pierre des Azéris.

« Le chauffeur dit qu'il a quitté Stepanakert la nuit, pour prendre la direction de Goris. Il y avait un épais brouillard, il a senti que sa voiture avait été frappée par des pierres. L'incident a eu lieu de nuit, à 01h30. Le chauffeur ne s'est pas arrêté, a continué à conduire, a emmené les corps des victimes à Goris. Le droit de circuler en toute sécurité des civils doit être garanti » a écrit Irina Yolyan sur sa page Facebook, ajoutant que ce sont des faits sur le comportement agressif de l'ennemi, qui doivent être enregistrés.

Irina Yolyan a mentionné que fort heureusement, le conducteur n'a pas été blessé, seule la voiture a été endommagée. La municipalité de Goris prendra en charge les frais de réparation des dommages. Elle a également informé que les médiateurs d'Arménie et d'Artsakh avaient réagi très rapidement à l'incident.

Krikor Amirzayan

---

## 10. Les Nouvelles d'Arménie

29 mars 2021

Erevan appelle la Turquie à mettre fin à sa politique « hostile » à l'encontre de l'Arménie

A l'heure où l'Union européenne entend remettre à plat ses relations avec la Turquie et repartir sur des bases nouvelles, suivant un agenda plus « positif », avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a semblé donné quelques, très légers, gages de bonne volonté depuis les crispations de l'été 2020 qui avaient failli entraîner dans un conflit ouvert la Grèce et la Turquie, il était naturel que l'Arménie se rappelle aux dirigeants de l'UE, qui après un sommet Bruxelles-Ankara plutôt tendu les 26 et 27 mars, doivent se rendre en Turquie le 7 avril pour discuter de l'avenir des relations turco-européennes. Or, la question de la participation active de la Turquie aux côtés de son allié azéri à la guerre de l'automne dernier contre les Arméniens du Haut-Karabagh n'est pas apparue comme un sujet prioritaire à l'agenda de ses discussions dictées par le «

pragmatisme », et le ministre arménien des affaires étrangères, Ara Aytvazian, a jugé utile de souligner, lundi 29 mars que la Turquie devait cesser sa politique « hostile » à l'encontre de l'Arménie si elle souhaite contribuer à la paix et à la stabilité dans la région. "Afin de parvenir à une paix réelle dans notre région, nous attendons de la Turquie qu'elle change sérieusement et radicalement sa politique agressive et mette fin à ses actions hostiles contre l'Arménie", a-t-il déclaré. S'exprimant dans l'enceinte du Parlement arménien, A.Aytvazian a rappelé qu'Ankara n'avait jamais répondu aux efforts arméniens en vue d'améliorer les relations bilatérales.

Ces déclarations contrastent avec les propos tenus dernièrement par le premier ministre arménien Nikol Pachinian, et le secrétaire de son Conseil de sécurité nationale, Armen Grigorian, sur les relations turco-arméniennes. Dans une interview accordée à la Télévision publique arménienne, A. Grigorian avait ostensiblement refusé de préciser s'il estimait que la Turquie était toujours tenue par un pays ennemi par l'Arménie après la dernière guerre du Karabagh. "Si nous optons pour le déblocage de la région, il devrait y avoir quelques corrections dans nos approches, et nous travaillons dans cette direction", avait-il indiqué à ce sujet. De la même manière, Pachinian avait déclaré dimanche que l'Arménie devait elle aussi revoir sa politique concernant la Turquie comme l'Azerbaïdjan. "Nous, les pays de la région, devons réévaluer nos attitudes et positions mutuelles", avait notamment déclaré le premier ministre arménien. Les propos de Grigorian avaient été critiqués par les leaders de l'opposition et d'autres détracteurs de la politique du gouvernement arménien, qui les mettront au compte et passif des intentions de Pachinian de continuer à sacrifier les intérêts nationaux de l'Arménie.

Certains opposants sont allés jusqu'à dire que le gouvernement était prêt à ralentir la campagne en vue d'une reconnaissance internationale du génocide de 1915 en échange d'une ouverture de la frontière terrestre arméno-turque, qu'Ankara avait soumise à un blocus dès 1993 en solidarité avec l'Azerbaïdjan, tout en refusant d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie nouvellement indépendante. Reste à savoir si un règlement du conflit du Karabagh acceptable aux yeux de Bakou est toujours une condition préalable à la normalisation des relations arméno-turques après six semaines de guerre qui, si elles n'ont pas réglé le conflit, se sont soldées par une victoire de Bakou qui a récupéré sept districts limitrophes du Karabagh contrôlés depuis 1994 par les



Arméniens et une partie du Karabagh proprement dit.

Répondant à une question d'un député de l'opposition, A.Ayvazian a souligné lundi qu'il n'était pas informé de quelque pourparlers turco-arméniens ni d'autres contacts diplomatiques. Officiellement, Erevan désigne la guerre comme une "agression turco-azerbaïdjanaise" contre l'Arménie et le Karabagh, qui ont dû s'incliner, le 9 novembre, à la faveur d'un accord de cessez-le-feu imposé par Moscou, devant la force des armes et du nombre des deux pays alliés. Selon Ruben Safrastian, un spécialiste de la Turquie basé à Erevan, la Turquie, qui outre ses experts militaires, a envoyé des mercenaires et djihadistes recrutés en Syrie et en Libye combattre les Arméniens aux côtés des Azéris, continue à poser une menace sérieuse pour l'Arménie et n'aurait aucunement l'intention de normaliser ses relations avec Erevan. "Dans ces circonstances, je pense que nous aurions tort de mener une telle politique [complaisante]", a déclaré R. Safrastian, cité par le service arménien de RFE/RL en concluant : « Cela ne nous apportera rien de bon... Et ne pourra que nous causer du tort ! »

---

10. Le Journal Du Dimanche

28 mars 2021

Par Anne-Charlotte Dusseaux

---